



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/La-democratie-directe-un-moyen-ou-un-but>

Débat dans la gauche québécoise

La démocratie directe : un moyen ou un but ?

- Société - Gauche politique, intellectuelle et débats -



Date de mise en ligne : mardi 12 février 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

(Contribution d'Alternative socialiste pour le Forum sur la démocratie directe de l'UCL qui aura lieu le 16 février 2013)

La création d'espaces démocratiques a toujours été perçue par la bourgeoisie, les technocrates et les bureaucrates syndicaux comme une atteinte à leurs privilèges. Les luttes démocratiques et la démocratie directe ont été le moyen pris par les classes populaires pour casser le pouvoir des classes dominantes. En donnant la parole à ceux qui subissent l'exploitation ont révèlent au grand jour les contradictions du système. Mais l'objectif ultime est l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre par la lutte contre le Capital. L'objectif de ce texte est de survoler différentes luttes et de démontrer que la démocratie directe n'est pas un projet de société, mais une méthode, une forme d'organisation pour lutter contre les puissances de l'argent.

La démocratie directe sans lutte de classe n'a aucun sens. La démocratie libérale n'est pas antidémocratique, elle l'est pour la bourgeoisie, pas pour nous. L'Assemblée nationale et le Parlement sont composés de médecins, de notaires, d'universitaires, d'avocats, de journalistes, de politiciens professionnels et de lobbyistes, mais manque cruellement de travailleur-euses, catégorie sociale formant pourtant la vaste majorité de la société. Les socialistes ont toujours utilisé les termes « démocratie ouvrière » ou « démocratie prolétarienne » par opposition à la démocratie bourgeoise. Aujourd'hui, les anarchistes font la distinction entre la « démocratie directe » et la « démocratie représentative », amputant ainsi deux siècles de luttes démocratiques de son caractère de classe.

Le Manifeste pour une démocratie directe est clair à ce sujet, le sous-titre du document l'affirme sans ambages « Derrière la démocratie représentative se cache une oligarchie ». Si l'affirmation avait dit plutôt : « Derrière la démocratie libérale ou bourgeoisie se cache une oligarchie [1]. » Alternative socialiste aurait été d'accord, mais pourquoi cibler la démocratie « représentative » ? Aussitôt qu'il y a élection de délégués, il y a représentation, cela ne veut pas automatiquement dire que le processus n'est pas démocratique.

Les luttes démocratiques dans le cadre de la démocratie libérale

Au début du XIXe siècle, les premières actions autonomes des travailleur-euses portèrent sur l'élargissement des libertés civiles (liberté d'association et d'expression). Par la suite, ce fut la lutte pour le suffrage universel masculin [2], qui permit pour la première fois de l'histoire de l'humanité de retirer aux riches leur monopole dans l'administration de l'État. Le mouvement chartiste anglais et les grèves générales du Parti ouvrier belge sont sans doute les luttes les plus documentées sur cette question. L'entrée des socialistes dans les Parlements bourgeois a permis d'étendre à tous les acquis sectoriels gagnés par les syndicats (interdiction du travail des enfants, instruction obligatoire, réduction du temps de travail, salaire minimum, congés payés).

Les travailleur-euses ont profité d'une contradiction importante dans la démocratie libérale (tous égaux devant la loi, mais inégalité sociale importante) pour améliorer ses conditions de vie et forcer les classes dominantes à partager sa richesse. Le but n'était pas simplement le suffrage universel, mais par l'obtention du droit de vote, d'arracher des victoires pour les travailleur-euses.

À long terme, le côté pervers de ce mouvement fut de rendre la démocratie bourgeoise plus « viable » pour une grande partie de la population, mais à également facilité la vie des nouveaux mouvements de contestation (féministe, écologiste, LGBT, antiracisme). Sans les droits et libertés arrachés par le mouvement ouvrier, ces mouvements auraient difficilement pu prendre l'importance que l'ont connaît aujourd'hui.

Les luttes démocratiques dans les syndicats

Les luttes pour les conseils ouvriers ou l'autogestion furent également utilisées comme moyen par les travailleurs pour se réapproprier leurs vies. Mais il ne faut pas non plus oublier les luttes ouvrières contre la bureaucratie syndicale. Un syndicat non démocratique est le paradis des opportunistes et des traîtres, ils peuvent marcher main dans la main avec le patronat sans se faire inquiéter par les militants de la base. La lutte contre la bureaucratie syndicale a toujours passé par une lutte pour la démocratie dans les syndicats (assemblée générale régulière, comité de grève autonome de la direction, élus révocables à tout moment). Cette lutte pour la démocratisation des instances syndicales passe également par la diffusion la plus large possible de l'information. Cela évite qu'uniquement « ceux qui savent » prennent les décisions importantes.

Au niveau des luttes, la démocratie directe est le levier nécessaire pour mobiliser les gens, le meilleur exemple est sans doute le mouvement étudiant québécois, seule la structure démocratique de l'ASSÉ a permis d'établir un rapport de force avec le gouvernement. Malgré leur importance dans les médias bourgeois, les bureaucrates de la FEUQ et la FECQ, à eux seuls, n'auraient jamais réussi à arracher quoi que ce soit au gouvernement, seule l'ASSÉ a permis d'inclure le plus de gens possible et de mener la plus grosse grève générale de l'histoire de la province. C'est l'organisation la plus démocratique qui fut la plus radicale et la plus présente dans les rues.

Les conseils ouvriers et la Révolution russe

En 1917, ce n'est pas le Parti bolchevik qui a fait la révolution, mais les soviets, sans eux rien n'aurait été possible, le parti n'a fait qu'alimenter ces conseils de militant-es aguerris et donner les bons mots d'ordre pour canaliser la colère du peuple au bon endroit. Les bolcheviks ont également réussi à tirer les bonnes conclusions de l'échec de la Commune en s'assurant de vaincre les forces de la réaction. Malheureusement, l'organisation qui avait consacré sa vie à faire aboutir la révolution n'avait pas beaucoup réfléchi aux dangers qui allaient survenir après l'instauration d'un gouvernement ouvrier. Les premiers signes de dégénérescence se vont voir très tôt et l'Opposition ouvrière [3] sonne l'alarme dès le début des années 20.

Une fois le parti au pouvoir, les effectifs du Parti communiste gonflent rapidement, attirant vers lui une quantité non négligeable de révolutionnaires sincères, mais également son lot d'arrivistes de tout acabit.

À titre d'exemple, les effectifs du Parti bolchevik passent de 150 000 membres en 1919 à plus d'un million en 1926. Les soviets sont de plus en plus dépouillés de leurs pouvoirs et n'auront très bientôt qu'une importance symbolique, les bureaucrates vont décider de tout, sans consulter qui que ce soit. Selon Alexandra Kollontaï en 1921, « la bureaucratie est notre ennemi, notre peste, et le plus grave danger pour l'existence future du Parti communiste lui-même [4]. L'Opposition offre deux solutions, premièrement purger le parti de ces membres non ouvriers, moyen efficace pour tasser les opportunistes et les individus ayant des intérêts différents des travailleurs, deuxièmement, liberté d'expression, d'organisation et droit à l'information. Une instance démocratique est selon Kollontaï un rempart insuffisant. La re prolétarianisation est intimement liée à la lutte contre la bureaucratie. C'est sur cet appareil bureaucratique que Staline va, entre autres, s'appuyer pour graduellement faire dérailler la Révolution russe. Une de ses premières mesures sera l'instauration du parti unique en 1925.

Le CIO et la démocratie ouvrière

Le Comité pour une Internationale Ouvrière [5] a toujours soutenu la nécessité de la démocratie ouvrière (les conseils), contrairement aux organisations stalinienne et maoïstes (rappelons-nous le tragique épisode de la Commune de Shanghai en 1967). La brochure de présentation du Parti Socialiste de Lutte (CIO-Belgique) résume très bien la position du CIO sur cette question :

Une économie planifiée a besoin de démocratie ouvrière tout comme le corps humain a besoin d'oxygène.

La démocratie directe : un moyen ou un but ?

Le socialisme suppose un système dans lequel le plus possible de travailleurs, ainsi que leurs familles, puissent participer et exercer un contrôle sur les prises de décision, et ce, tant sur le plan économique et social que politique. Un plan de production démocratiquement établi et contrôlé par des conseils composés de représentants des travailleurs, des syndicats nationaux et de la population dans son ensemble doit pouvoir faire une estimation correcte de ce qui est nécessaire et prioritaire. Chaque décision doit ensuite pouvoir être évaluée.

Mais que se passera-t-il avec ceux qui seront au pouvoir ? N'est-il pas exact de dire que le pouvoir corrompt ? Si être au pouvoir signifie pouvoir rester à son poste sans aucun contrôle de la collectivité, cela pose effectivement un problème.

Ce que nous défendons au contraire, et que nous mettons déjà en pratique dans notre organisation, c'est que chaque fonctionnaire doit être élu, mais aussi révocable à tout moment, au cas où il n'aurait plus la confiance de ses électeurs. De même, il ne doit pas disposer d'un salaire plus élevé que la moyenne des travailleurs qu'il représente.

La situation que nous connaissons actuellement, dans laquelle les parlementaires touchent des milliers d'euros par mois faits en sorte que ceux qui nous représentent vivent bien loin de notre réalité. Comment peuvent-ils savoir quels sont nos besoins ? Ils ne vivent pas dans les quartiers ouvriers, ils ne fréquentent pas les mêmes endroits, ils ne savent pas ce que c'est que d'arriver péniblement à payer toutes ses factures chaque mois [6].

En résumé, pour qu'un véritable pouvoir populaire prenne forme, il doit réunir certaines conditions :

1) Les conseils ou assemblées doivent être majoritairement composés de gens des classes populaires et avoir pour objectif la lutte contre les classes dominantes.

2) Les délégués doivent être révocables à tout moment. S'ils reçoivent un salaire, le montant ne doit pas excéder le salaire moyen d'un travailleur-euse.

3) Qu'à l'intérieur des conseils ou assemblées règnent la plus grande liberté possible, ce qui inclus, entre autres : la liberté d'expression et d'association, ainsi que la diffusion large de l'information.

Mais encore là, tout cela ne sont que des mécanismes, fondamentaux certes, mais qui ne constituent nullement un projet de société. Le but doit rester l'émancipation des milieux populaires par la fin de l'exploitation de classe. Les communistes libertaires partagent également ce but, mais en voyant la démocratie directe comme une fin en soi, ils négligent les impératifs immédiats de la lutte, notamment la force de frappe de la réaction, qui elle, n'est pas décentralisée.

Henri Saint-François, Alternative socialiste - Montréal

[1] Manifeste pour une démocratie directe, 2012, p.1.

[2] usqu'au début du XXe siècle, dans plusieurs pays européens, uniquement les propriétaires avaient le droit de vote.

[3] Faction importante du Parti bolchevique entre 1919 et 1922, animée par Alexandra Kollontaï et Alexandre Chliapnikov.

[4] Alexandra Kollontaï, L'Opposition ouvrière, Montréal, Sabotart Édition, 2008, p.81.

La démocratie directe : un moyen ou un but ?

[5] Alternative socialiste est la section québécoise du Comité pour une Internationale Ouvrière. Le CIO existe depuis 1974 et est actif dans une quarantaine de pays, sur tous les continents.

[6] Le PSL, un parti pour changer la société, Belgique, 2007,

http://www.marxisme.be/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=298:le-psl-lsp-un-parti-pour-changer-de-societe&catid=47:brochures-et-livres&Itemid=54